SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE

ET DE SECOURS DE LA LOIRE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

NUMERO 63

OCTOBRE 2017

SOMMAIRE

DELIBERATIONS
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

REUNION DU 12 OCTOBRE 2017

- **Délibération numéro 17-02-05** Le débat d'orientations budgétaires 2018..... . Page 1

- **Délibération numéro 17-02-06** Les prévisions de recettes et de contributions communales et intercommunales pour l'exercice budgétaire 2018..... Page 7

- **Délibération numéro 17-02-07** La décision modificative n° 1..... Page 23

- **Délibération numéro 17-02-08** La subvention pour l'Union départementale des sapeurs-pompiers volontaires de la Loire au titre de l'année 2017..... Page 27

- **Délibération numéro 17-02-09** La subvention exceptionnelle du Musée des sapeurs-pompiers de la Loire..... Page 30

- **Délibération numéro 17-02-10** Le reversement d'indemnités par des sapeurs-pompiers volontaires au profit de l'Union départementale des sapeurs-pompiers de la Loire (UDSPL)..... Page 33

DECISIONS DU BUREAU
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

REUNION DU 12 OCTOBRE 2017

- **Décision numéro 17-12-072** L'attribution du marché pour la formation aux permis de conduire routiers et bateaux..... Page 36

- **Décision numéro 17-12-073** L'avenant n° 5 relatif au marché de fourniture d'une nouvelle version logiciel ARTEMIS, de matériels, d'améliorations fonctionnelles et de maintenance des matériels, de logiciels ARTEMIS et de téléphonie déployés pour le traitement de l'alerte au sein du corps départemental d'incendie et de secours de la Loire..... Page 40

- **Décision numéro 17-12-074** L'attribution du marché relatif à la maintenance et l'évolution des applications SYAPE (Système d'Aide au Pilotage et à l'Evaluation) du SDIS de la Loire..... Page 46

- **Décision numéro 17-12-075** Les quotas d'encadrement pour les emplois de direction ..... Page 48

ARRETE A CARACTERE REGLEMENTAIRE

- Arrêté portant délégation de signature du Président du conseil d'administration au Colonel Alain MAILHÉ..... Page 51

CONSEIL D'ADMINISTRATION

SAPEURS-POMPIERS 42 LOIRE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieu

042-284210242-20171012-17-02-005-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 16/10/2017
Publication : 16/10/2017

CONSEIL D'ADMINISTRATION

- RÉUNION DU 12 OCTOBRE 2017 -

DÉLIBERATION

Numéro 17 - 02 - 005

Délibération n° 1 : Le débat d'orientations budgétaires 2018.

Le conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Loire, convoqué le 6 août 2017 s'est réuni le 12 octobre 2017 à partir de 9 heures 30 au SDIS, 8 rue du Chanoine Ploton à Saint-Etienne, sous la présidence de Monsieur Bernard PHILIBERT, Président du Service départemental d'incendie et de secours de la Loire.

Le quorum de l'assemblée était atteint (19 membres présents et 2 pouvoirs sur un total de 22 administrateurs).

Présents :

Mesdames Solange BERLIER – Marianne DARFEUILLE – Colette FERRAND – Valérie PEYSSELLON – Clotilde ROBIN – Nadia SEMACHE.

Messieurs Jean-François BARNIER – Jean-Yves BONNEFOY – Jean-Claude CHARVIN – Pierrick COURBON – Georges DRU – Joseph FERRARA – Luc FRANCOIS – Olivier GAULIN – Claude GIRAUD – Claude LIOGIER – Bernard PHILIBERT – Michel ROBIN – Pierre-Jean ROCHETTE.

Excusés :

Mesdames Fabienne PERRIN (pouvoir donné à Marianne DARFEUILLE) – Pascale OFFREY – Monsieur Jean-Claude REYMOND (pouvoir donné à Bernard PHILIBERT).

Exposé du rapport effectué par le Président,

Le budget primitif 2018 sera examiné par le conseil d'administration en décembre prochain. Avant cette échéance, un débat d'orientations budgétaires doit être organisé, destiné à échanger sur les enjeux budgétaires à venir. Des priorités pourraient d'ores et déjà être définies (1ère partie), avec des éléments de contexte favorables pour réaliser ces objectifs (2ème partie).

1ère partie – Les priorités budgétaires 2018.

Elles pourraient être de 3 ordres. Dans un contexte budgétaire difficile pour les collectivités territoriales qui financent près de 97% des dépenses de fonctionnement du SDIS, il conviendra de stabiliser leurs contributions (1er point). La politique d'investissement de l'établissement public, notamment en matière immobilière, pourrait être toutefois maintenue (2ème point). Enfin, des charges incompressibles devront être prises en compte, notamment celles liées aux rémunérations des personnels et aux indemnités des sapeurs-pompiers volontaires (3ème point).

1er point - La stabilisation des contributions des collectivités territoriales.

La stabilisation est facilitée par un contexte budgétaire favorable. Elle pourrait concerner à la fois les contributions communales, intercommunales et départementale.

↳ Concernant les communes et groupements de communes :

Lors des exercices 2014, 2015, 2016 et 2017, les contributions communales et intercommunales n'ont pas augmenté (à l'exception des communes dont le coût de la sécurité par habitant était passé en dessous de 16 € en raison des variations démographiques). Pareille disposition pourrait être reconduite en 2018. Ces participations au budget du SDIS pourraient dès lors être maintenues au niveau des montants de 2013.

↳ Concernant le Département :

Une convention établie en 2017 entre le Département et le SDIS fixe par ailleurs le montant de la contribution départementale. Pour l'exercice budgétaire 2018, il est ainsi prévu de geler cette participation au montant de 2017 ou, le cas échéant, d'envisager une augmentation plafonnée à 0,5%. Cette dernière hypothèse ne sera pas retenue et un montant identique à celui de 2017 sera envisagé.

Ainsi, le Département, qui contribuait à hauteur de 8,55 M € il y a 16 ans, participe actuellement pour un montant de 26,63 M €. Le bloc communal et intercommunal reste toujours le principal financeur du SDIS, même si le volume de participation a relativement peu évolué de 2002 à 2018 passant de 27,96 M€ à 31,77 M€. Dès lors, la contribution départementale représente 45,60 % du total des contributions, contre 23,41 % en 2002.

Si la proposition de gel de l'ensemble des contributions est retenue, les participations des collectivités territoriales au budget du SDIS de la Loire s'établiraient à 58 398 549 € en 2018, contre, 58 147 585 € en 2013. Sur cette période de 5 ans, elles auraient ainsi évolué de 0,43 % (+250 964 €), soit une moyenne annuelle de 0,09 %.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-284210242-20171012-17-02-005-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 16/10/2017
Publication : 16/10/2017

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieu
042-284210242-20171012-17-02-005-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 16/10/2017
Publication : 16/10/2017

2ème point - Le maintien de la politique d'investissement de l'établissement public.

Le 3ème programme immobilier qui a débuté en 2012 devrait arriver à son terme dans les deux prochaines années. Par ailleurs, les huit opérations lancées par le conseil d'administration en 2016 se termineront dans les semaines à venir. 60 casernes auront ainsi été reconstruites ou restructurées depuis 2002.

Une réflexion pourrait donc être menée en 2018 par l'assemblée pour définir un 4ème programme immobilier, moins ambitieux que les précédents, mais qui devrait permettre encore d'améliorer les moyens mis à disposition des sapeurs-pompiers pour assurer les secours.

Ainsi, comme les années précédentes, le montant réservé aux investissements immobiliers, mais également aux investissements consacrés aux véhicules et matériels, pourrait s'établir autour de 9 M €.

3ème point - La prise en compte des charges incompressibles.

Les charges de personnel représentent dans tous les SDIS de France près de 70 % des dépenses de la section de fonctionnement.

A effectifs constants, ces charges vont enregistrer des progressions mécaniques avec l'effet du glissement - vieillesse – technicité (GVT). Elles intégreront également l'éventuelle majoration des indemnités pour les sapeurs-pompiers volontaires.

L'évolution mécanique des charges de personnel devrait donc à elle seule majorer le budget de 0,50 %.

La prise en compte de l'évolution de la masse salariale sans augmentation des contributions nécessiterait donc l'intégration de nouvelles ressources et la diminution de certaines dépenses (2ème partie).

2ème partie – Les éléments de contexte favorables pour réaliser ces objectifs.

1er point - L'augmentation des recettes de fonctionnement grâce à l'utilisation d'une provision pour travaux d'entretien des bâtiments.

Lors de sa réunion du 23 mars 2017, le conseil d'administration a affecté une partie du résultat du compte administratif 2016 en provision pour travaux d'entretien des bâtiments (soit 1 494 305 €).

Ainsi, ce montant de 1 494 305 € pourrait être fractionné et intégré dès 2018 sur plusieurs exercices budgétaires (environ 7) en recette de fonctionnement. Cette nouvelle ressource financière, destinée à financer les différents travaux d'entretien dans les casernes (travaux de réparation des menuiseries, travaux de peinture, entretien des aménagements extérieurs,...), s'inscrirait dans le dispositif envisagé cette année afin de ne pas augmenter les contributions. Elle pourrait s'établir en 2018 à 200 000 €.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieu
042-284210242-20171012-17-02-005-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 16/10/2017
Publication : 16/10/2017

2ème point - La diminution des dépenses dues au titre de la prime de fidélisation et de reconnaissance (PFR)

Créée par la loi de *modernisation de la sécurité civile* en 2003, la PFR constitue un « régime de retraite » spécifique ouvert aux sapeurs-pompiers volontaires âgés d'au moins 55 ans, ayant cessé définitivement leur activité et justifiant d'au moins 20 années de service.

Jusqu'en 2016, ce dispositif - basé sur le principe de capitalisation - était financé par une contribution du sapeur-pompier volontaire, ainsi que d'une cotisation de chaque SDIS calculée sur la base de 375 € annuels par agent. Chaque année, l'établissement public de la Loire inscrivait donc à son budget un montant de 860 000 €.

Ce dispositif a été réformé à la demande des présidents des conseils d'administration des SDIS, et le principe de capitalisation s'est effacé au profit du système dit de « flux budgétaire ». Chaque SDIS va financer dorénavant uniquement les pensions réellement dues au titre de l'année en cours.

Grâce à cette réforme, le budget consacré à la PFR a été diminué de 410 000 en 2017, passant ainsi de 860 000 € à 450 000 €. Cette baisse pourra se poursuivre en 2018, et une nouvelle réduction du budget de 200 000 € est envisagée.

3ème point - Un endettement limité.

Après la décision du conseil d'administration du 20 février 2015 de rembourser par anticipation deux prêts bancaires, le stock de dette a été diminué et il sera limité au 1er janvier 2018 à 2,577 M €.

Par ailleurs, un emprunt souscrit en 2003 sera soldé en 2018. Dans ces conditions, le maintien de la politique d'investissement de l'établissement public mentionné précédemment est possible sans risquer d'alourdir la dette.

Par ailleurs, le conseil d'administration a également pris connaissance des orientations de l'établissement en matière de développement durable :

Ainsi, en ce qui concerne les aspects environnemental et social, plusieurs actions ont d'ores et déjà été impulsées et devraient se poursuivre dans divers domaines :

Le domaine environnemental :

✓ *Les bâtiments* : systématisation des éclairages LED, asservissement du chauffage des remises aux ouvertures de portails, modernisation des systèmes de chauffage, récupération d'eau pour le lavage des engins et les sanitaires, toitures végétalisées pour la gestion des eaux pluviales, amélioration des isolations, développement des peintures sans solvants toxiques, mise en place de protections solaires pour régulariser les températures sans climatisation.

✓ *Les véhicules* : développement du parc de voitures électriques, acquisition d'engins moins polluants, réduction du parc roulant.

✓ *Les déplacements* : projet de développement d'une plateforme de covoiturage.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieu
042-284210242-20171012-17-02-005-DE
Acte certifié exécutoire
Réception par le préfet : 16/10/2017
Publication : 16/10/2017

✓ *Les déchets* : réduction à la source avec la poursuite de la dématérialisation des documents internes et externes, développement du tri des déchets du SDIS avec la mise en place de bacs adaptés et de points de collecte.

Le domaine social :

✓ *Sécurité et conditions de travail des personnels* : renouvellement des équipements et tenues opérationnels en conformité avec les dernières normes de protection, renouvellement des conventions avec le Département de la Loire relatives à le médecine du travail et à la prestation avec l'agent chargé de la fonction d'inspection.

✓ *Accompagnement des personnels :* renouvellement de la convention avec l'assistante sociale du Département de la Loire, vaccination contre la grippe gratuite.

◆◆◆◆◆◆◆◆◆◆◆◆◆◆◆◆◆◆◆◆◆◆◆◆◆

Dans ces conditions, il est demandé au conseil d'administration du SDIS de la Loire de bien vouloir délibérer :

⇨ pour prendre connaissance du rapport d'orientations budgétaires ainsi que du volet relatif au développement durable présenté.

◆◆◆◆◆◆◆◆◆◆◆◆◆◆◆◆◆◆◆◆◆◆◆◆◆

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieu
042-284210242-20171012-17-02-005-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 16/10/2017
Publication : 16/10/2017

Vu le rapport présenté par le Président,
Le conseil d'administration prend la décision suivante :

Article unique :

Le conseil d'administration prend connaissance du rapport d'orientations budgétaires ainsi que du volet relatif au développement durable présentés ci-avant.

Décision adoptée à la majorité.

Votes pour la proposition de délibération :	**18 (dont 2 pouvoirs)**
Abstentions sur la proposition de délibération :	**3 (Nadia SEMACHE, Pierrick COURBON, Joseph FERRARA)**
Votes contre la proposition de délibération :	**0**

Le Président du conseil d'administration
du service départemental d'incendie et de secours
de la Loire

Bernard PHILIBERT

SAPEURS-POMPIERS 42 LOIRE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieu

042-284210242-20171012-17-02-006-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 16/10/2017
Publication : 16/10/2017

CONSEIL D'ADMINISTRATION

- RÉUNION DU 12 OCTOBRE 2017 -

DÉLIBERATION

Numéro 17 - 02 - 006

Délibération n° 2 : Les prévisions de recettes et de contributions communales et intercommunales pour l'exercice budgétaire 2018.

Le conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Loire, convoqué le 6 août 2017 s'est réuni le 12 octobre 2017 à partir de 9 heures 30 au SDIS, 8 rue du Chanoine Ploton à Saint-Etienne, sous la présidence de Monsieur Bernard PHILIBERT, Président du Service départemental d'incendie et de secours de la Loire.

Le quorum de l'assemblée était atteint (19 membres présents et 2 pouvoirs sur un total de 22 administrateurs).

Présents :

Mesdames Solange BERLIER – Marianne DARFEUILLE – Colette FERRAND – Valérie PEYSSELLON – Clotilde ROBIN – Nadia SEMACHE.

Messieurs Jean-François BARNIER – Jean-Yves BONNEFOY – Jean-Claude CHARVIN – Pierrick COURBON – Georges DRU – Joseph FERRARA – Luc FRANCOIS – Olivier GAULIN – Claude GIRAUD – Claude LIOGIER – Bernard PHILIBERT – Michel ROBIN – Pierre-Jean ROCHETTE.

Excusés :

Mesdames Fabienne PERRIN (pouvoir donné à Marianne DARFEUILLE) – Pascale OFFREY – Monsieur Jean-Claude REYMOND (pouvoir donné à Bernard PHILIBERT).

Exposé du rapport effectué par le Président,

Le code général des collectivités territoriales définit plusieurs échéances dans le calendrier budgétaire des SDIS :

↳ Avant le 15 octobre de l'année précédant l'exercice budgétaire, le conseil d'administration doit fixer le montant des recettes prévisionnelles.

↳ Avant le 1er novembre, l'assemblée doit délibérer sur les modalités de calcul des contributions communales et intercommunales.

↳ Avant le 1er janvier, le montant prévisionnel des contributions doit être notifié aux maires et aux présidents des établissements publics de coopération intercommunale.

Le présent dossier doit permettre de répondre à ces échéances. Seront ainsi évoquées les recettes prévisionnelles de la section de fonctionnement du budget 2018 (1ère partie), puis le montant des contributions prévisionnelles de chaque commune et groupement de communes, établi selon les règles définies antérieurement par le conseil d'administration (2ème partie). Ce montant sera ensuite notifié par courrier à l'ensemble des maires et présidents de groupements de communes.

1ère partie – Les recettes prévisionnelles de la section de fonctionnement du budget 2018.

Elles sont de 3 ordres : les contributions des collectivités territoriales et établissements publics (1er point), les autres produits de gestion (2ème point) et les opérations d'ordre (3ème point).

1er point - Les contributions communales, intercommunales et départementale.

Conformément aux orientations budgétaires 2018, il est envisagé de ne pas augmenter les contributions du bloc communal et intercommunal, comme ce fut le cas en 2014, 2015, 2016 et 2017. Elles pourraient donc être fixées aux montants de 2013. La seule évolution envisagée concernerait les communes dont le coût par habitant est inférieur à 16 € eu égard à la prise en compte des nouvelles données démographiques (ce principe est évoqué plus précisément dans la 2ème partie).

Par ailleurs, une convention établie en 2017 entre le Département et le SDIS fixe le montant de la contribution départementale. Pour l'exercice budgétaire 2018, il est ainsi prévu de geler cette participation au montant de 2017 ou, le cas échéant, d'envisager une augmentation plafonnée à 0,5%.

Si la participation départementale reste fixée à un niveau identique à celui de 2017, le montant global des contributions des collectivités territoriales s'établirait à 58 398 549 €. A titre de rappel, ce montant global était de 58 147 585 € à 2013. C'est donc une évolution limitée à 0,40 % qui a été enregistrée sur les 5 dernières années.

2ème point – les autres produits de gestion.

Les crédits inscrits au BP 2017 pourraient être reconduits, soit 726 451 €.

Accusé certifié exécutoire
042-284210242-20171012-17-02-006-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 16/10/2017
Publication : 16/10/2017

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieu
042-284210242-20171012-17-02-006-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 16/10/2017
Publication : 16/10/2017

3ème point - Les opérations d'ordre (recettes de fonctionnement que l'on retrouve également en dépenses dans la section d'investissement).

Une partie de la provision pour travaux d'entretien des bâtiments votée par le conseil d'administration le 23 mars 2017 - soit 200 000 € - pourrait être intégrée au BP 2018. Cette décision permettrait de financer une partie des charges incompressibles de la section de fonctionnement, sans augmenter pour autant les contributions des collectivités territoriales. Les autres opérations d'ordre seraient les suivantes : *la neutralisation des amortissements des bâtiments* pour un montant de 1 000 000 €, et l'amortissement des subventions perçues les années précédentes (fonds d'aide à l'investissement et reversement de la DGE par le Département) pour un montant de 348 000 €.

2ème partie – Les contributions prévisionnelles des communes et groupements de communes.

Avant d'examiner les contributions prévisionnelles 2018 (2ème point), un rappel des critères de répartition des contributions communales et intercommunales est proposé (1er point).

1er point - Le rappel des critères de répartition des contributions communales et intercommunales.

Le conseil d'administration a délibéré à l'unanimité le 29 juin et le 7 octobre 2010 sur les modalités de répartition des contributions communales et intercommunales, avec le concours d'un cabinet de consultants (*François Lamotte consultant*). Ces délibérations ont confirmé les grandes orientations prises depuis 1998 dans le cadre de la mise en place de la « départementalisation » des services d'incendie et de secours et qui étaient de deux ordres :

⇨ 1ère orientation : La réduction des écarts du coût de la sécurité par habitant.

Le conseil d'administration a décidé d'avoir pour **objectif** de réduire dans un rapport de 1 à 4 les écarts de coût de la sécurité par habitant. Pour mémoire, ils étaient passés de 1 à 7 en 2009 en raison des variations de populations constatées les années précédentes.

Pour cela, des seuils de contributions minimum et maximum ont été déterminés :

🗁 Des seuils « plafond » ont été fixés depuis 2010 (75 € environ par habitant), qui ont déjà permis de diminuer de près de 700 000 € la participation de la Ville de Saint-Etienne.

🗁 Des seuils « plancher » ont été arrêtés depuis cette même date. Le conseil d'administration a décidé en effet que les moyens mis en place par le SDIS pour assurer la couverture des risques doit représenter une contribution minimum de 16 € par habitant pour chaque collectivité.

Cette double mesure a permis de réduire à ce jour les écarts de coût par habitant de 1 à 4,5.

⇨ 2ème orientation : La détermination de critères de répartition des nouvelles contributions à la charge des communes et des EPCI.

Il a été décidé de geler le montant de la contribution de l'année budgétaire 2011 et de répartir les augmentations annuelles selon les trois critères suivants, à savoir :

🗁 La population DGF de chaque commune (indice de risque potentiel)

🗁 Le potentiel financier calculé par la Préfecture (indice de solidarité)

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieu
042-284210242-20171012-17-02-006-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 16/10/2017
Publication : 16/10/2017

🗁 Les délais d'intervention théoriques des secours mesurés par le SDIS (indice de service rendu)

Depuis six ans, ces critères n'ont pas été utilisés puisque les contributions des communes et groupements de communes n'ont pas augmenté.

2ème point - La proposition de maintien en 2018 de ces règles de répartition, avec la perspective de ne pas augmenter les contributions communales et intercommunales pour la cinquième année consécutive.

Les contributions globales des communes et de groupements de communes devraient ne pas augmenter en 2018 et cela pour la cinquième année consécutive. Dès lors, si les règles de répartition définis en 2010 sont conservées, il peut être envisagé les décisions suivantes :

1 - Le montant global des contributions des communes et établissements publics de coopération intercommunale au budget du SDIS n'augmentant pas, il pourrait être décidé de **ne pas majorer les contributions de chaque commune et de chaque EPCI,** dues pour l'exercice 2018, par rapport à l'exercice 2017, à l'exception de celles mentionnées au point numéro 3 ci-dessous,

2 - le seuil « plafond » de contribution pourrait être fixé à 72,78 € ce qui correspond à la participation de la Ville de Saint-Etienne et à sa population DGF dernièrement connue communiquée par la Préfecture,

3 - Afin de continuer la mise en œuvre du processus de réduction des écarts de coût de la sécurité par habitant entre les collectivités, il pourrait être décidé pour 2018 de conserver **un seuil « plancher » à 16 € par habitant**. Dès lors, toutes les collectivités dont le coût de la sécurité par habitant, calculé à partir des nouvelles données de population DGF communiquées dernièrement par la Préfecture, est inférieur à 16 € se verront appliquer une augmentation afin de respecter cette valeur plancher. 17 collectivités seraient ainsi concernées en 2018 par cette mesure. Ainsi l'écart dans les coûts par habitant serait alors de 1 à 4,55.

A noter que les statuts de la communauté d'agglomération Loire Forez ont été modifiés par arrêté préfectoral. L'établissement public de coopération intercommunal intègre dorénavant 88 communes. Sa contribution sera calculée par la somme des contributions des communes membres.

◆◆◆◆◆◆◆◆◆◆◆◆◆◆◆◆◆◆◆◆◆◆◆◆◆◆

Dans ces conditions, il est demandé au conseil d'administration du SDIS de la Loire de bien vouloir délibérer :

☞ Pour fixer le montant global et prévisionnel des contributions des communes et établissements publics de coopération intercommunale au budget du SDIS, à 31 768 549 €, soit le même montant qu'en 2017 auquel s'ajouterait 2 961 € correspondant à l'augmentation de certaines contributions pour respecter la valeur plancher de 16 € par habitant.

☞ A cette fin, pour retenir comme modalités de calcul et de répartition des contributions des communes et des établissements publics de coopération intercommunale, membres du SDIS, pour l'exercice 2018, les principes issus des délibérations des 29 juin et 7 octobre 2010 (répartition des charges nouvelles pour les communes et groupements de communes et réduction des écarts du coût de la sécurité par habitant), ces modalités et principes étant rappelés ci-dessus.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieu
042-284210242-20171012-17-02-006-DE

☞ Pour fixer le montant des contributions prévisionnelles 2018 de chaque collectivité, suivant l'annexe 1 de la présente délibération.

Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 16/10/2017
Publication : 16/10/2017

☞ Pour fixer le montant prévisionnel des recettes 2018 suivant l'annexe 2 de la présente délibération.

♦♦♦♦♦♦♦♦♦♦♦♦♦♦♦♦♦♦♦♦♦♦♦♦♦

Vu les dispositions du code général des collectivités territoriales et notamment
ses articles L. 1424-35 et R. 1424-32,
Vu le règlement intérieur du conseil d'administration du SDIS de la Loire,
le conseil d'administration prend la décision suivante :

Article 1 : Le montant global des contributions des communes et établissements publics de coopération intercommunale au budget du SDIS pour l'année 2018.

Le montant global des contributions des communes et établissements publics de coopération intercommunale au budget du SDIS est fixé à 31 768 549 €.

Article 2 : Les modalités de calcul et de répartition des contributions des communes et des EPCI, membre du SDIS.

Les contributions du bloc communal et intercommunal ne seront pas augmentées, comme ce fut le cas en 2014, 2015, 2016 et 2017. La seule évolution possible concernera les communes dont le coût par habitant est inférieur à 16 € en prenant en compte les nouvelles données démographiques.

Afin de continuer la mise en œuvre du processus de réduction des écarts de coût de la sécurité par habitant entre les collectivités, il est décidé pour 2018 de conserver **un seuil « plancher » à 16 € par habitant**. Dès lors, toutes les collectivités dont le coût de la sécurité par habitant, calculé à partir des nouvelles données de population DGF communiquées dernièrement par la Préfecture, est inférieur à 16 € se verront appliquer une augmentation afin de respecter cette valeur plancher.

Article 3 : Le détail des contributions prévisionnelles 2018.

Le montant des contributions prévisionnelles 2018 est indiqué suivant l'annexe 1 jointe à la présente délibération.

Article 4 : Le montant prévisionnel des recettes 2018.

Le montant prévisionnel des recettes 2018 mentionné à l'article R.1424-32 du code général des collectivités territoriales est indiqué suivant l'annexe 2 jointe à la présente délibération.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieu

042-284210242-20171012-17-02-006-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 16/10/2017
Publication : 16/10/2017

Décision adoptée à la majorité.

Votes pour la proposition de délibération :	**18** **(dont 2 pouvoirs)**
Abstentions sur la proposition de délibération :	**3** **(Nadia SEMACHE, Pierrick COURBON, Joseph FERRARA)**
Votes contre la proposition de délibération :	**0**

Le Président du conseil d'administration
du service départemental d'incendie et de secours
de la Loire

Bernard PHILIBERT

Annexe 1 : Les contributions prévisionnelles (classement selon les codes INSEE)

Liste des collectivités contributrices		Données démographiques 2017			Contributions prévisionnelles 2018				Pour rappel :
Code INSEE	Nom des communes et groupements de comunes	Total population DGF 2017	Evolution de la population 2016 - 2017		Montants 2018	Coût par habitant 2018	Evolution 2016 / 2017 en €	Evolution 2016 / 2017 en %	Coût par habitant 2017
42001	ABOEN	471	9	1,95%	7 536 €	**16,00 €**	**64 €**	0,86%	16,17 €
42004	AMIONS	313	-1	-0,32%	5 989 €	**19,13 €**	**0 €**	0,00%	19,07 €
42005	ANDREZIEUX-BOUTHEON	10 125	22	0,22%	567 577 €	**56,06 €**	**0 €**	0,00%	56,18 €
42007	ARCINGES	247	-5	-1,98%	4 032 €	**16,32 €**	**0 €**	0,00%	16,00 €
42010	AVEIZIEUX	1 656	8	0,49%	30 104 €	**18,18 €**	**0 €**	0,00%	18,27 €
42011	BALBIGNY	3 069	36	1,19%	74 452 €	**24,26 €**	**0 €**	0,00%	24,55 €
42013	BELLEGARDE-EN-FOREZ	2 060	-13	-0,63%	39 243 €	**19,05 €**	**0 €**	0,00%	18,93 €
42014	BELLEROCHE	401	12	3,08%	6 416 €	**16,00 €**	**192 €**	3,08%	16,00 €
42015	BELMONT-DE-LA-LOIRE	1 776	10	0,57%	43 731 €	**24,62 €**	**0 €**	0,00%	24,76 €
42016	BENISSON-DIEU	460	-4	-0,86%	9 922 €	**21,57 €**	**0 €**	0,00%	21,38 €
42017	BESSAT	539	0	0,00%	10 649 €	**19,76 €**	**0 €**	0,00%	19,76 €
42018	BESSEY	464	13	2,88%	7 424 €	**16,00 €**	**208 €**	2,88%	16,00 €
42023	BOURG-ARGENTAL	3 106	8	0,26%	80 439 €	**25,90 €**	**0 €**	0,00%	25,96 €
42025	BOYER	218	-7	-3,11%	3 696 €	**16,95 €**	**0 €**	0,00%	16,43 €
42026	BRIENNON	1 771	-7	-0,39%	40 483 €	**22,86 €**	**0 €**	0,00%	22,77 €
42027	BULLY	496	1	0,20%	7 936 €	**16,00 €**	**16 €**	0,20%	16,00 €
42028	BURDIGNES	420	-1	-0,24%	8 159 €	**19,43 €**	**0 €**	0,00%	19,38 €
42029	BUSSIERES	1 700	10	0,59%	35 212 €	**20,71 €**	**0 €**	0,00%	20,84 €
42031	CALOIRE	378	2	0,53%	7 650 €	**20,24 €**	**0 €**	0,00%	20,35 €
42032	CELLIEU	1 757	30	1,74%	34 297 €	**19,52 €**	**0 €**	0,00%	19,86 €
42033	CERGNE	717	-16	-2,18%	16 431 €	**22,92 €**	**0 €**	0,00%	22,42 €
42036	CHAGNON	515	9	1,78%	9 090 €	**17,65 €**	**0 €**	0,00%	17,96 €
42041	CHAMBEON	539	1	0,19%	11 274 €	**20,92 €**	**0 €**	0,00%	20,96 €

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
042-284202492-20171016-17102-006-DE
Acte certifié exécutoire
Réception par le préfet 16/10/2017
Publication : 16/10/2017

Annexe 1 : Les contributions prévisionnelles (classement selon les codes INSEE)

Liste des collectivités contributrices		Données démographiques 2017			Contributions prévisionnelles 2018				Pour rappel :
Code INSEE	Nom des communes et groupements de comunes	Total population DGF 2017	Evolution de la population 2016 - 2017		Montants 2018	**Coût par habitant 2018**	**Evolution 2016 / 2017 en €**	Evolution 2016 / 2017 en %	**Coût par habitant 2017**
42043	CHAMBOEUF	1 654	16	0,98%	36 246 €	**21,91 €**	**0 €**	0,00%	22,13 €
42044	CHAMBON-FEUGEROLLES	12 731	51	0,40%	545 267 €	**42,83 €**	**0 €**	0,00%	43,00 €
42047	CHAMPOLY	404	5	1,25%	7 689 €	**19,03 €**	**0 €**	0,00%	19,27 €
42048	CHANDON	1 488	-4	-0,27%	31 634 €	**21,26 €**	**0 €**	0,00%	21,20 €
42051	CHAPELLE-VILLARS	571	6	1,06%	9 445 €	**16,54 €**	**0 €**	0,00%	16,72 €
42052	CHARLIEU	3 883	-8	-0,21%	119 582 €	**30,80 €**	**0 €**	0,00%	30,73 €
42053	CHATEAUNEUF	1 576	12	0,77%	58 909 €	**37,38 €**	**0 €**	0,00%	37,67 €
42055	CHATELUS	140	2	1,45%	2 497 €	**17,83 €**	**0 €**	0,00%	18,09 €
42056	CHAVANAY	2 971	15	0,51%	65 454 €	**22,03 €**	**0 €**	0,00%	22,14 €
42059	CHAZELLES-SUR-LYON	5 307	14	0,26%	146 629 €	**27,63 €**	**0 €**	0,00%	27,70 €
42061	CHERIER	565	28	5,21%	9 769 €	**17,29 €**	**0 €**	0,00%	18,19 €
42062	CHEVRIERES	1 142	9	0,79%	18 272 €	**16,00 €**	**48 €**	0,26%	16,08 €
42063	CHIRASSIMONT	435	4	0,93%	8 478 €	**19,49 €**	**0 €**	0,00%	19,67 €
42064	CHUYER	836	-3	-0,36%	13 632 €	**16,31 €**	**0 €**	0,00%	16,25 €
42065	CIVENS	1 445	13	0,91%	33 471 €	**23,16 €**	**0 €**	0,00%	23,37 €
42066	CLEPPE	622	3	0,48%	15 157 €	**24,37 €**	**0 €**	0,00%	24,49 €
42067	COLOMBIER	338	3	0,90%	7 084 €	**20,96 €**	**0 €**	0,00%	21,15 €
42070	CORDELLE	963	-5	-0,52%	18 623 €	**19,34 €**	**0 €**	0,00%	19,24 €
42073	COTTANCE	735	10	1,38%	12 179 €	**16,57 €**	**0 €**	0,00%	16,80 €
42076	CREMEAUX	985	10	1,03%	19 944 €	**20,25 €**	**0 €**	0,00%	20,46 €
42077	CROIZET-SUR-GAND	328	0	0,00%	6 259 €	**19,08 €**	**0 €**	0,00%	19,08 €
42079	CUINZIER	772	16	2,12%	13 829 €	**17,91 €**	**0 €**	0,00%	18,29 €
42081	CUZIEU	1 537	-10	-0,65%	33 123 €	**21,55 €**	**0 €**	0,00%	21,41 €

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
042-284210249-20171012-17102-006-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 16/10/2017
Publication : 16/10/2017

Annexe 1 : Les contributions prévisionnelles (classement selon les codes INSEE)

Liste des collectivités contributrices		Données démographiques 2017			Contributions prévisionnelles 2018				Pour rappel :
Code INSEE	Nom des communes et groupements de comunes	Total population DGF 2017	Evolution de la population 2016 - 2017		Montants 2018	Coût par habitant 2018	Evolution 2016 / 2017 en €	Evolution 2016 / 2017 en %	Coût par habitant 2017
42082	DANCE	197	0	0,00%	3 152 €	**16,00 €**	**0 €**	0,00%	16,00 €
42083	DARGOIRE	494	11	2,28%	11 494 €	**23,27 €**	**0 €**	0,00%	23,80 €
42085	DOIZIEUX	931	1	0,11%	21 955 €	**23,58 €**	**0 €**	0,00%	23,61 €
42086	ECOCHE	656	4	0,61%	10 544 €	**16,07 €**	**0 €**	0,00%	16,17 €
42088	EPERCIEUX-SAINT-PAUL	721	7	0,98%	16 658 €	**23,10 €**	**0 €**	0,00%	23,33 €
42090	ESSERTINES-EN-DONZY	535	1	0,19%	9 879 €	**18,47 €**	**0 €**	0,00%	18,50 €
42092	ETRAT	2 735	-26	-0,94%	82 552 €	**30,18 €**	**0 €**	0,00%	29,90 €
42093	FARNAY	1 425	6	0,42%	27 608 €	**19,37 €**	**0 €**	0,00%	19,46 €
42094	FEURS	8 323	54	0,65%	311 808 €	**37,46 €**	**0 €**	0,00%	37,71 €
42095	FIRMINY	17 333	-133	-0,76%	831 377 €	**47,97 €**	**0 €**	0,00%	47,60 €
42096	FONTANES	690	2	0,29%	12 878 €	**18,66 €**	**0 €**	0,00%	18,72 €
42097	FOUILLOUSE	4 458	-5	-0,11%	138 149 €	**30,99 €**	**0 €**	0,00%	30,95 €
42098	FOURNEAUX	648	-17	-2,56%	14 105 €	**21,77 €**	**0 €**	0,00%	21,21 €
42099	FRAISSES	3 836	-14	-0,36%	114 327 €	**29,80 €**	**0 €**	0,00%	29,70 €
42100	GIMOND	301	0	0,00%	4 974 €	**16,53 €**	**0 €**	0,00%	16,53 €
42101	GRAIX	184	-1	-0,54%	3 033 €	**16,48 €**	**0 €**	0,00%	16,40 €
42102	GRAMMOND	931	4	0,43%	17 887 €	**19,21 €**	**0 €**	0,00%	19,30 €
42103	GRAND-CROIX	5 163	-11	-0,21%	128 052 €	**24,80 €**	**0 €**	0,00%	24,75 €
42104	GRESLE	915	13	1,44%	16 993 €	**18,57 €**	**0 €**	0,00%	18,84 €
42106	GREZOLLES	339	7	2,11%	7 589 €	**22,39 €**	**0 €**	0,00%	22,85 €
42110	HORME	4 878	22	0,45%	184 829 €	**37,89 €**	**0 €**	0,00%	37,05 €
42112	JARNOSSE	486	7	1,46%	7 776 €	**16,00 €**	**38 €**	0,50%	16,15 €
42113	JAS	252	-2	-0,79%	4 118 €	**16,34 €**	**0 €**	0,00%	16,21 €

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
042-200042492-20171006-LT002-006-DE
Acquis certifié exécutoire
Réception par le préfet 16/10/2017
Publication : 16/10/2017

Annexe 1 : Les contributions prévisionnelles (classement selon les codes INSEE)

Liste des collectivités contributrices		Données démographiques 2017			Contributions prévisionnelles 2018				Pour rappel :
Code INSEE	Nom des communes et groupements de comunes	Total population DGF 2017	Evolution de la population 2016 - 2017		Montants 2018	Coût par habitant 2018	Evolution 2016 / 2017 en €	Evolution 2016 / 2017 en %	Coût par habitant 2017
42115	JONZIEUX	1 278	-8	-0,62%	26 908 €	**21,05 €**	**0 €**	0,00%	20,92 €
42116	JURE	270	7	2,66%	5 991 €	**22,19 €**	**0 €**	0,00%	22,78 €
42118	LAY	755	10	1,34%	14 731 €	**19,51 €**	**0 €**	0,00%	19,77 €
42123	LORETTE	4 807	28	0,59%	147 905 €	**30,77 €**	**0 €**	0,00%	30,95 €
42124	LUPE	337	0	0,00%	5 887 €	**17,47 €**	**0 €**	0,00%	17,47 €
42125	LURE	168	3	1,82%	3 065 €	**18,25 €**	**0 €**	0,00%	18,58 €
42128	MACHEZAL	442	-9	-2,00%	7 910 €	**17,90 €**	**0 €**	0,00%	17,54 €
42129	MACLAS	1 880	19	1,02%	53 958 €	**28,70 €**	**0 €**	0,00%	28,99 €
42131	MAIZILLY	352	-3	-0,85%	6 413 €	**18,22 €**	**0 €**	0,00%	18,07 €
42132	MALLEVAL	646	8	1,25%	10 732 €	**16,61 €**	**0 €**	0,00%	16,82 €
42133	MARCENOD	723	13	1,83%	11 568 €	**16,00 €**	**46 €**	0,40%	16,23 €
42135	MARCLOPT	527	-3	-0,57%	11 007 €	**20,89 €**	**0 €**	0,00%	20,77 €
42138	MARINGES	704	-18	-2,49%	12 098 €	**17,18 €**	**0 €**	0,00%	16,76 €
42139	MARLHES	1 569	-54	-3,33%	32 505 €	**20,72 €**	**0 €**	0,00%	20,03 €
42141	MARS	609	-3	-0,49%	11 866 €	**19,48 €**	**0 €**	0,00%	19,39 €
42143	MIZERIEUX	456	8	1,79%	7 296 €	**16,00 €**	**128 €**	1,79%	16,00 €
42148	MONTCHAL	568	7	1,25%	9 742 €	**17,15 €**	**0 €**	0,00%	16,37 €
42149	MONTROND-LES-BAINS	5 443	-5	-0,09%	164 102 €	**30,15 €**	**0 €**	0,00%	30,12 €
42152	NANDAX	810	-17	-2,06%	13 552 €	**16,73 €**	**0 €**	0,00%	16,39 €
42153	NEAUX	521	-6	-1,14%	10 374 €	**19,91 €**	**0 €**	0,00%	19,69 €
42154	NERONDE	613	-28	-4,37%	10 304 €	**16,81 €**	**0 €**	0,00%	16,07 €
42155	NERVIEUX	1 032	14	1,38%	21 223 €	**20,56 €**	**0 €**	0,00%	20,85 €
42156	NEULISE	1 344	8	0,60%	29 683 €	**22,09 €**	**0 €**	0,00%	22,22 €

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
042-284202491-20161012-17012-006-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet 16/10/2017
Publication : 16/10/2017

Annexe 1 : Les contributions prévisionnelles (classement selon les codes INSEE)

Liste des collectivités contributrices		Données démographiques 2017			Contributions prévisionnelles 2018				Pour rappel :
Code INSEE	Nom des communes et groupements de comunes	Total population DGF 2017	Evolution de la population 2016 - 2017		Montants 2018	**Coût par habitant 2018**	**Evolution 2016 / 2017 en €**	Evolution 2016 / 2017 en %	**Coût par habitant 2017**
42160	NOLLIEUX	201	9	4,69%	3 216 €	**16,00 €**	**144 €**	4,69%	16,00 €
42165	PANISSIERES	3 134	-4	-0,13%	87 254 €	**27,84 €**	**0 €**	0,00%	27,81 €
42167	PAVEZIN	375	-6	-1,57%	6 112 €	**16,30 €**	**0 €**	0,00%	16,04 €
42168	PELUSSIN	3 973	69	1,77%	92 954 €	**23,40 €**	**0 €**	0,00%	23,81 €
42171	PINAY	306	2	0,66%	6 265 €	**20,47 €**	**0 €**	0,00%	20,61 €
42172	PLANFOY	1 074	15	1,42%	22 993 €	**21,41 €**	**0 €**	0,00%	21,71 €
42173	POMMIERS	414	-4	-0,96%	9 586 €	**23,15 €**	**0 €**	0,00%	22,93 €
42174	PONCINS	1 039	7	0,68%	17 107 €	**16,46 €**	**0 €**	0,00%	16,58 €
42175	POUILLY-LES-FEURS	1 298	24	1,88%	26 123 €	**20,13 €**	**0 €**	0,00%	20,50 €
42177	POUILLY-SOUS-CHARLIEU	2 575	-9	-0,35%	68 302 €	**26,52 €**	**0 €**	0,00%	26,43 €
42178	PRADINES	808	15	1,89%	13 646 €	**16,89 €**	**0 €**	0,00%	17,21 €
42181	REGNY	1 616	-6	-0,37%	44 248 €	**27,38 €**	**0 €**	0,00%	27,28 €
42183	RICAMARIE	7 936	-34	-0,43%	272 514 €	**34,34 €**	**0 €**	0,00%	34,19 €
42185	RIVAS	613	35	6,06%	14 977 €	**24,43 €**	**0 €**	0,00%	25,91 €
42186	RIVE-DE-GIER	14 984	84	0,56%	470 961 €	**31,43 €**	**0 €**	0,00%	31,61 €
42189	ROCHE-LA-MOLIERE	10 096	-184	-1,79%	370 736 €	**36,72 €**	**0 €**	0,00%	36,06 €
42191	ROISEY	980	20	2,08%	16 583 €	**16,92 €**	**0 €**	0,00%	16,27 €
42192	ROZIER-COTES-D'AUREC	595	-2	-0,34%	9 552 €	**16,05 €**	**0 €**	0,00%	16,00 €
42193	ROZIER-EN-DONZY	1 530	31	2,07%	31 391 €	**20,52 €**	**0 €**	0,00%	20,94 €
42196	SAINTE-AGATHE-EN-DONZY	139	4	2,96%	2 543 €	**18,29 €**	**0 €**	0,00%	16,83 €
42200	SAINT-ANDRE-LE-PUY	1 519	77	5,34%	46 527 €	**30,63 €**	**0 €**	0,00%	30,27 €
42201	SAINT-APPOLINARD	702	20	2,93%	11 425 €	**16,28 €**	**0 €**	0,00%	16,75 €
42202	SAINT-BARTHELEMY-LESTRA	719	-6	-0,83%	13 739 €	**19,11 €**	**0 €**	0,00%	18,95 €

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
042-244200011-20171012-7-07-006-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 16/10/2017
Publication : 16/10/2017

Annexe 1 : Les contributions prévisionnelles (classement selon les codes INSEE)

Liste des collectivités contributrices		Données démographiques 2017			Contributions prévisionnelles 2018				Pour rappel :
Code INSEE	Nom des communes et groupements de comunes	Total population DGF 2017	Evolution de la population 2016 - 2017		Montants 2018	Coût par habitant 2018	Evolution 2016 / 2017 en €	Evolution 2016 / 2017 en %	Coût par habitant 2017
42206	SAINT-BONNET-LES-OULES	1 652	7	0,43%	32 086 €	**19,42 €**	**0 €**	0,00%	19,50 €
42207	SAINT-CHAMOND	35 891	-198	-0,55%	1 612 418 €	**44,93 €**	**0 €**	0,00%	44,68 €
42208	SAINT-CHRISTO-EN-JAREZ	1 873	-16	-0,85%	34 216 €	**18,27 €**	**0 €**	0,00%	18,11 €
42209	SAINTE-COLOMBE-SUR-GAND	471	1	0,21%	9 076 €	**19,27 €**	**0 €**	0,00%	19,31 €
42210	SAINTE-CROIX-EN-JAREZ	476	8	1,71%	7 731 €	**16,24 €**	**0 €**	0,00%	16,52 €
42212	SAINT-CYR-DE-FAVIERES	882	26	3,04%	17 634 €	**19,99 €**	**0 €**	0,00%	20,60 €
42213	SAINT-CYR-DE-VALORGES	339	-14	-3,97%	6 085 €	**17,95 €**	**0 €**	0,00%	17,24 €
42214	SAINT-CYR-LES-VIGNES	1 020	21	2,10%	18 091 €	**17,74 €**	**0 €**	0,00%	18,11 €
42215	SAINT-DENIS-DE-CABANNE	1 328	-15	-1,12%	34 849 €	**26,24 €**	**0 €**	0,00%	25,95 €
42216	SAINT-DENIS-SUR-COISE	690	7	1,02%	11 757 €	**17,04 €**	**0 €**	0,00%	17,21 €
42218	SAINT-ETIENNE	175 958	-1 568	-0,88%	12 806 738 €	**72,78 €**	**0 €**	0,00%	72,14 €
42222	SAINT-GALMIER	5 919	-24	-0,40%	217 058 €	**36,67 €**	**0 €**	0,00%	36,52 €
42223	SAINT-GENEST-LERPT	6 308	131	2,12%	146 191 €	**23,18 €**	**0 €**	0,00%	23,67 €
42224	SAINT-GENEST-MALIFAUX	3 333	-47	-1,39%	72 855 €	**21,86 €**	**0 €**	0,00%	21,55 €
42225	GENILAC	4 025	-18	-0,45%	75 192 €	**18,68 €**	**0 €**	0,00%	18,60 €
42226	SAINT-GEORGES-DE-BAROILLE	433	9	2,12%	6 928 €	**16,00 €**	**144 €**	2,12%	16,00 €
42229	SAINT-GERMAIN-LA-MONTAGNE	307	-12	-3,76%	5 104 €	**16,63 €**	**0 €**	0,00%	16,00 €
42230	SAINT-GERMAIN-LAVAL	1 786	-7	-0,39%	40 332 €	**22,58 €**	**0 €**	0,00%	22,49 €
42234	SAINT-HEAND	3 697	16	0,43%	102 497 €	**27,72 €**	**0 €**	0,00%	27,84 €
42236	SAINT-HILAIRE-SOUS-CHARLIEU	577	-2	-0,35%	9 632 €	**16,69 €**	**0 €**	0,00%	16,64 €
42237	SAINT-JEAN-BONNEFONDS	6 819	87	1,29%	158 061 €	**23,18 €**	**0 €**	0,00%	23,43 €
42241	SAINT-JODARD	487	-32	-6,17%	12 809 €	**26,30 €**	**0 €**	0,00%	24,63 €
42242	SAINT-JOSEPH	1 944	-9	-0,46%	41 332 €	**21,26 €**	**0 €**	0,00%	21,16 €

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
042-28-42002-20171012-17102-006-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet 16/10/2017
Publication : 6/10/2017

Annexe 1 : Les contributions prévisionnelles (classement selon les codes INSEE)

Liste des collectivités contributrices		Données démographiques 2017			Contributions prévisionnelles 2018				Pour rappel :
Code INSEE	Nom des communes et groupements de comunes	Total population DGF 2017	Evolution de la population 2016 - 2017		Montants 2018	**Coût par habitant 2018**	**Evolution 2016 / 2017 en €**	Evolution 2016 / 2017 en %	**Coût par habitant 2017**
42243	SAINT-JULIEN-D'ODDES	293	-3	-1,01%	5 795 €	**19,78 €**	**0 €**	0,00%	19,58 €
42246	SAINT-JULIEN-MOLIN-MOLETTE	1 286	-53	-3,96%	29 120 €	**22,64 €**	**0 €**	0,00%	21,75 €
42248	SAINT-JUST-EN-CHEVALET	1 237	-23	-1,83%	37 063 €	**29,96 €**	**0 €**	0,00%	29,41 €
42249	SAINT-JUST-LA-PENDUE	1 741	18	1,04%	42 651 €	**24,50 €**	**0 €**	0,00%	24,75 €
42251	SAINT-LAURENT-LA-CONCHE	627	3	0,48%	10 884 €	**17,36 €**	**0 €**	0,00%	17,44 €
42254	SAINT-MARCEL-DE-FELINES	867	3	0,35%	19 093 €	**22,02 €**	**0 €**	0,00%	22,10 €
42255	SAINT-MARCEL-D'URFE	353	6	1,73%	6 310 €	**17,87 €**	**0 €**	0,00%	18,18 €
42259	SAINT-MARTIN-LA-PLAINE	3 830	-30	-0,78%	94 453 €	**24,66 €**	**0 €**	0,00%	24,47 €
42260	SAINT-MARTIN-LA-SAUVETE	1 077	4	0,37%	20 674 €	**19,20 €**	**0 €**	0,00%	19,27 €
42261	SAINT-MARTIN-LESTRA	946	-9	-0,94%	17 014 €	**17,98 €**	**0 €**	0,00%	17,82 €
42262	SAINT-MAURICE-EN-GOURGOIS	1 917	23	1,21%	32 278 €	**16,84 €**	**0 €**	0,00%	17,04 €
42264	SAINT-MEDARD-EN-FOREZ	1 133	23	2,07%	18 128 €	**16,00 €**	**368 €**	2,07%	16,00 €
42265	SAINT-MICHEL-SUR-RHONE	860	5	0,58%	14 361 €	**16,70 €**	**0 €**	0,00%	16,80 €
42266	SAINT-NIZIER-DE-FORNAS	753	9	1,21%	13 609 €	**18,07 €**	**0 €**	0,00%	18,29 €
42267	SAINT-NIZIER-SOUS-CHARLIEU	1 782	8	0,45%	56 019 €	**31,44 €**	**0 €**	0,00%	31,58 €
42268	SAINT-PAUL-DE-VEZELIN	358	2	0,56%	7 112 €	**19,87 €**	**0 €**	0,00%	19,98 €
42270	SAINT-PAUL-EN-CORNILLON	1 460	-2	-0,14%	33 132 €	**22,69 €**	**0 €**	0,00%	22,66 €
42271	SAINT-PAUL-EN-JAREZ	4 813	176	3,80%	106 954 €	**22,22 €**	**0 €**	0,00%	23,07 €
42272	SAINT-PIERRE-DE-BOEUF	1 799	15	0,84%	39 177 €	**21,78 €**	**0 €**	0,00%	22,96 €
42273	SAINT-PIERRE-LA-NOAILLE	403	1	0,25%	7 136 €	**17,71 €**	**0 €**	0,00%	17,75 €
42274	SAINT-POLGUES	280	-2	-0,71%	4 512 €	**16,11 €**	**0 €**	0,00%	16,00 €
42275	SAINT-PRIEST-EN-JAREZ	6 278	25	0,40%	241 129 €	**38,41 €**	**0 €**	0,00%	38,56 €
42276	SAINT-PRIEST-LA-PRUGNE	521	1	0,19%	14 675 €	**28,17 €**	**0 €**	0,00%	28,22 €

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
042-214202402-20171010-17002-006-DE
Acte certifié exécutoire
Réception par le préfet : 16/10/2017
Publication : 16/10/2017

Annexe 1 : Les contributions prévisionnelles (classement selon les codes INSEE)

Liste des collectivités contributrices		Données démographiques 2017			Contributions prévisionnelles 2018				Pour rappel :
Code INSEE	Nom des communes et groupements de comunes	Total population DGF 2017	Evolution de la population 2016 - 2017		Montants 2018	**Coût par habitant 2018**	**Evolution 2016 / 2017 en €**	Evolution 2016 / 2017 en %	**Coût par habitant 2017**
42277	SAINT-PRIEST-LA-ROCHE	374	5	1,36%	6 904 €	**18,46 €**	**0 €**	0,00%	18,71 €
42280	SAINT-REGIS-DU-COIN	469	2	0,43%	7 887 €	**16,82 €**	**0 €**	0,00%	16,89 €
42282	SAINT-ROMAIN-D'URFE	327	0	0,00%	5 980 €	**18,29 €**	**0 €**	0,00%	18,29 €
42283	SAINT-ROMAIN-EN-JAREZ	1 236	10	0,82%	20 266 €	**16,40 €**	**0 €**	0,00%	16,53 €
42286	SAINT-ROMAIN-LES-ATHEUX	1 028	-3	-0,29%	17 976 €	**17,49 €**	**0 €**	0,00%	17,44 €
42287	SAINT-SAUVEUR-EN-RUE	1 260	0	0,00%	27 371 €	**21,72 €**	**0 €**	0,00%	21,72 €
42289	SAINT-SYMPHORIEN-DE-LAY	1 993	-6	-0,30%	43 967 €	**22,06 €**	**0 €**	0,00%	21,99 €
42293	SAINT-VICTOR-SUR-RHINS	1 217	6	0,50%	22 206 €	**18,25 €**	**0 €**	0,00%	18,34 €
42295	SALLES	587	-1	-0,17%	14 589 €	**24,85 €**	**0 €**	0,00%	24,81 €
42296	SALT-EN-DONZY	557	-2	-0,36%	9 168 €	**16,46 €**	**0 €**	0,00%	16,40 €
42297	SALVIZINET	631	0	0,00%	11 708 €	**18,55 €**	**0 €**	0,00%	18,55 €
42300	SEVELINGES	685	-7	-1,01%	21 577 €	**31,50 €**	**0 €**	0,00%	31,18 €
42302	SORBIERS	8 181	46	0,57%	225 397 €	**27,55 €**	**0 €**	0,00%	27,71 €
42303	SOUTERNON	358	4	1,13%	6 799 €	**18,99 €**	**0 €**	0,00%	19,21 €
42305	TALAUDIERE	6 682	-59	-0,88%	275 800 €	**41,28 €**	**0 €**	0,00%	40,91 €
42306	TARENTAISE	561	3	0,54%	9 496 €	**16,93 €**	**0 €**	0,00%	17,02 €
42307	TARTARAS	879	6	0,69%	14 390 €	**16,37 €**	**0 €**	0,00%	16,48 €
42308	TERRASSE-SUR-DORLAY	812	8	1,00%	14 756 €	**18,17 €**	**0 €**	0,00%	18,35 €
42310	THELIS-LA-COMBE	213	-1	-0,47%	3 877 €	**18,20 €**	**0 €**	0,00%	18,12 €
42311	TOUR-EN-JAREZ	1 509	-6	-0,40%	33 774 €	**22,38 €**	**0 €**	0,00%	22,29 €
42314	TUILIERE	338	9	2,74%	7 084 €	**20,96 €**	**0 €**	0,00%	21,53 €
42316	UNIEUX	9 114	104	1,15%	267 639 €	**29,37 €**	**0 €**	0,00%	29,70 €
42319	VALEILLE	727	7	0,97%	11 632 €	**16,00 €**	**45 €**	0,39%	16,09 €

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
042-284200240-20171012-02-006-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 16/10/2017
Publication : 16/10/2017

Annexe 1 : Les contributions prévisionnelles (classement selon les codes INSEE)

Liste des collectivités contributrices		Données démographiques 2017			Contributions prévisionnelles 2018				Pour rappel :
Code INSEE	Nom des communes et groupements de comunes	Total population DGF 2017	Evolution de la population 2016 - 2017		Montants 2018	**Coût par habitant 2018**	**Evolution 2016 / 2017 en €**	Evolution 2016 / 2017 en %	**Coût par habitant 2017**
42320	VALFLEURY	734	2	0,27%	11 744 €	**16,00 €**	**32 €**	0,27%	16,00 €
42322	VALLA-EN-GIER	1 088	-12	-1,09%	17 819 €	**16,38 €**	**0 €**	0,00%	16,20 €
42323	VEAUCHE	8 947	67	0,75%	288 669 €	**32,26 €**	**0 €**	0,00%	32,51 €
42325	VENDRANGES	372	10	2,76%	5 952 €	**16,00 €**	**160 €**	2,76%	16,00 €
42326	VERANNE	926	-8	-0,86%	15 470 €	**16,71 €**	**0 €**	0,00%	16,56 €
42327	VERIN	711	-1	-0,14%	12 954 €	**18,22 €**	**0 €**	0,00%	18,19 €
42329	VERSANNE	476	1	0,21%	7 705 €	**16,19 €**	**0 €**	0,00%	16,22 €
42330	VILLARS	8 255	-70	-0,84%	306 727 €	**37,16 €**	**0 €**	0,00%	36,84 €
42333	VILLERS	610	3	0,49%	11 732 €	**19,23 €**	**0 €**	0,00%	19,33 €
42334	VIOLAY	1 347	-23	-1,68%	38 879 €	**28,86 €**	**0 €**	0,00%	28,38 €
42335	VIRICELLES	493	12	2,49%	7 888 €	**16,00 €**	**192 €**	2,49%	16,00 €
42336	VIRIGNEUX	680	6	0,89%	10 880 €	**16,00 €**	**96 €**	0,89%	16,00 €
42338	VOUGY	1 511	18	1,21%	41 641 €	**27,56 €**	**0 €**	0,00%	27,89 €
42339	CHAUSSETERRE	281	4	1,44%	6 037 €	**21,48 €**	**0 €**	0,00%	21,79 €
	LOIRE FOREZ	115 392	792	1,21%	2 756 049 €	**23,88 €**	**1 040 €**	0,04%	23,88 €
	ROANNAIS AGGLOMERATION	105 607	38	0,04%	4 233 979 €	**40,09 €**	**0 €**	0,00%	40,11 €
		791 534	**-123**	**-0,02%**	**31 768 549 €**	**40,14 €**	**2 961 €**	**0,01%**	**40,16 €**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
042-284210242-20171012-17-02-006-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 16/10/2017
Publication : 16/10/2017

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieu
042-284210242-20171012-17-02-006-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 16/10/2017
Publication : 16/10/2017

Annexe 2 :

Le montant prévisionnel des recettes 2018 du SDIS

Les recettes prévisionnelles	OB 2018	Evolution par rapport à 2017		Rappel : BP 2017
Contributions des collectivités territoriales (1)	**58 398 549 €**	2 961 €	**0,01 %**	**58 395 588 €**
Dont la contribution du département (projet)	**26 630 000 €**	0 €	**0 %**	26 630 000 €
Dont la contribution des communes	**31 768 549 €**	2 961 €	**0,01 %**	31 765 588 €
Autres produits de gestion (2)	**726 451 €**	39 €	**0,01 %**	**726 412 €**
Opération d'ordre (3)	**1 548 000 €**	200 000 €	**14,84 %**	**1 348 000 €**
TOTAL (1 + 2 + 3)	**60 673 000 €**	**203 000 €**	**0,34%**	**60 470 000 €**